



---

## **L'utilisation des labels sur un territoire de projets en Occitanie, approche stratégique et technique**

*The use of labels on a project territory in Occitania, strategic and technical approach*

**Patricia Carlier**

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/pds/801>

DOI : 10.4000/pds.801

ISSN : 2494-2782

**Éditeur**

Conseil régional Occitanie

**Référence électronique**

Patricia Carlier, « L'utilisation des labels sur un territoire de projets en Occitanie, approche stratégique et technique », *Patrimoines du Sud* [En ligne], 9 | 2019, mis en ligne le 01 mars 2019, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/pds/801> ; DOI : 10.4000/pds.801

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.



La revue *Patrimoines du Sud* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# L'utilisation des labels sur un territoire de projets en Occitanie, approche stratégique et technique

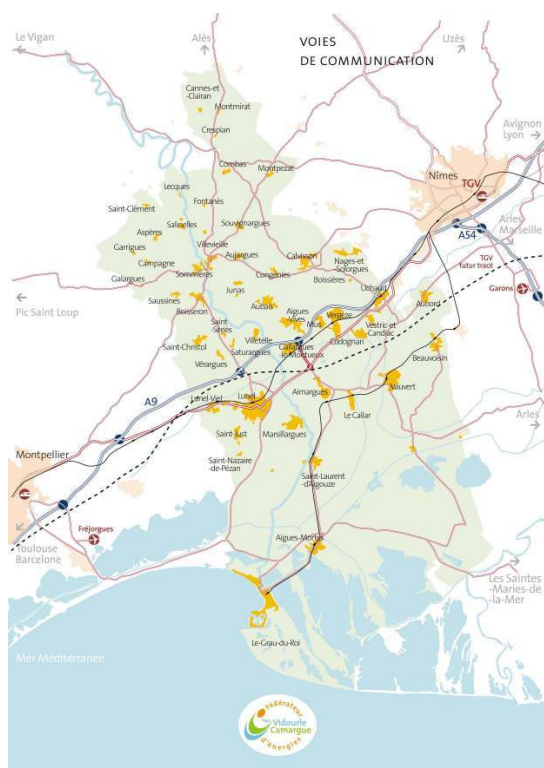
*The use of labels on a project territory in Occitania, strategic and technical approach*

**Patricia Carlier**

---

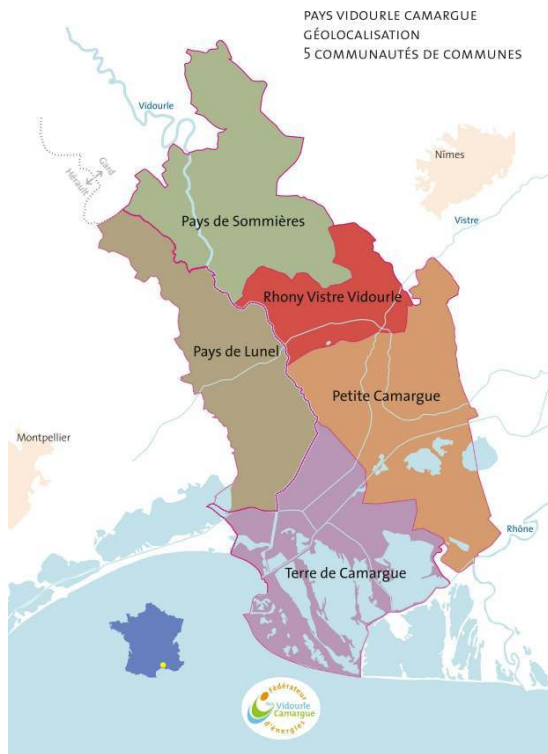
- <sup>1</sup> L'article se fonde sur l'expérience de terrain vécue durant douze années de fonctionnement de la mission patrimoine du Pays puis du pôle d'équilibre territorial et rural (PETR)<sup>1</sup> Vidourle Camargue. Territoire de projets<sup>2</sup>, le PETR s'étend globalement sur le bassin versant du Vidourle, du piémont cévenol à la Petite Camargue, entre les deux agglomérations de Nîmes et de Montpellier, dans une zone d'expansion immobilière liée à sa façade littorale touristique mais aussi au flux autoroutier international qui le traverse. Il est essentiellement composé de communes rurales. Structuré en syndicat mixte en 2005, le Pays est transformé en 2018 en PETR. Il regroupe aujourd'hui 51 communes, dans les départements du Gard et de l'Hérault, réparties dans 5 communautés de communes, celle du Pays de Lunel dans l'Hérault comprenant 15 communes, celle du Pays de Sommières (Gard) comprenant 18 communes, celle de Rhony Vistre Vidourle (Gard) comprenant 10 communes dont Vergèze, ville de la source Perrier, celle de Petite Camargue (Gard) composée de 5 communes dont Vauvert est la ville la plus importante et celle de Terre de Camargue (Gard), comprenant 3 communes dont Aigues-Mortes et le Grau-du-Roi (fig. 1 et 1 bis).

Fig. 1



Carte du territoire du PETR Vidourle Camargue  
B. Doan, atelier Baie © PETR Vidourle Camargue

Fig. 1 bis



Carte des communautés de communes du PETR Vidourle Camargue

B. Doan, atelier Baie © PETR Vidourle Camargue

- 2 Son périmètre a évolué en 2016, perdant la communauté de communes gardoise de Coutach Vidourle, au nord du Pays, mais intégrant la communauté de communes du Pays de Lunel<sup>3</sup>. Cette structuration en territoire de projets a permis de capter d'importantes subventions européennes. La mission patrimoine avait dès 2007 pour objectif de recenser les patrimoines existants et de définir une stratégie de sauvegarde et de valorisation axée sur la promotion touristique et culturelle. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette stratégie, les protections au titre des monuments historiques, et les labellisations furent des outils de prédilection et l'inventaire réalisé un soutien fondamental.
- 3 Cette politique peut donc apporter des éléments de réflexion car elle a mis en œuvre depuis une douzaine d'années quelques-unes des 54 suggestions du rapport Malvy<sup>4</sup> et initié la réalisation d'un inventaire, indépendamment d'une opération d'Inventaire général, mais utilisant cependant ses ressources, afin de nourrir scientifiquement la démarche de projets à l'échelle du territoire et d'instruire des labels<sup>5</sup>.
- 4 En première partie, la problématique de territoire qui a conduit à cette politique de labellisation sera présentée, puis un état des protections et labels obtenus enfin une discussion critique sur les logiques d'instructions. Une seconde partie abordera le questionnement sur la pratique professionnelle observée dans le fonctionnement de la mission patrimoine, qui reprend globalement celle préconisée par le rapport Malvy<sup>6</sup> pour ce type de service. L'inventaire conduit sur le PETR, sa gestion et son rôle en tant que premier maillon de la « chaîne-patrimoine »<sup>7</sup> seront également évoqués dans cette seconde partie.

## Le PETR et son patrimoine culturel

- 5 L'impact du développement touristique et de l'expansion démographique, à compter des années 2000, a commencé à être visible sur l'environnement, le patrimoine culturel, le mode de vie et les pratiques des autochtones. Comment gérer et dans quelles limites, la conservation et la valorisation d'un patrimoine abondant, menacé par l'accroissement urbain sur une zone littorale à forte fréquentation touristique ? Comment construire une identité commune tout en absorbant de nouvelles populations ? La situation de ce territoire rural, qui englobe la baie d'Aigues-Mortes a conduit très vite la gouvernance locale à se poser ces questions en lien avec ses patrimoines remarquables ou de proximité. Certes, ils représentent un potentiel pour de nouvelles offres touristiques mais, dans un premier temps, il fallait surtout le conserver car il restait indissociable de l'identité locale et indispensable à la préservation de la qualité de vie. Cet enjeu était si important que les nombreuses associations de sauvegarde constituées avant l'existence du Pays avaient réussi à infléchir les politiques publiques pour que la conservation de ces biens culturels soit prise en compte lors de sa création<sup>8</sup>. Nécessité faisant loi, la question de leur valorisation fut inscrite dans la charte de Pays et dans les dossiers de candidature du territoire pour obtenir des financements européens.
- 6 La mission créée afin de mettre en œuvre cette politique prévoyait de réaliser un inventaire du patrimoine culturel y compris immatériel, de conduire dans ce cadre des recherches documentaires et archivistiques complémentaires, d'établir sur ces bases un diagnostic et une stratégie dans une perspective sociale, économique et touristique.
- 7 Dès 2008, un partenariat consultatif avec les principaux services patrimoniaux a été engagé principalement le service régional de l'Inventaire général, et à la direction régionale des affaires culturelles (Drac), les services des monuments historiques et de l'archéologie, ainsi que la mission du patrimoine ethnologique. Par ailleurs des partenariats étaient établis avec les universités de Montpellier III (faculté de sciences humaines, lettres et arts) et d'Aix-Marseille I<sup>9</sup>, principalement pour la mise en œuvre de projets de territoire. L'Agence de Développement et de Réservation Touristiques ADRT - Gard Tourisme a détaché un agent au Pays afin de coordonner le management de projet et les labellisations. Il s'agissait de veiller à travailler avec le maximum d'experts pour couvrir l'ensemble des objectifs assignés à la toute jeune mission patrimoine. La concertation visant au « dépassement des postures pour faire cause commune »<sup>10</sup> a notamment permis d'harmoniser les projets portés par l'ensemble du territoire et ses services publics, et de répartir les moyens financiers. Le dialogue a aussi permis d'éviter le doublement de projet, de construire une vision partagée du développement territorial, tout en gagnant du temps et en optimisant les moyens financiers grâce à la mutualisation des diverses ressources professionnelles<sup>11</sup>.
- 8 Ce fut particulièrement le cas pour l'exploitation des labels, séquencée en deux phases sur ces douze ans. Dans un premier temps, l'aide des différents pôles de la Drac fut particulièrement précieuse pour la reconnaissance et la qualification de biens culturels repérés qui, grâce à l'inventaire effectué, ont obtenu, pour les éléments les plus significatifs, des protections au titre des monuments historiques ou des labels culturels. Sur cette base, la seconde phase, encore en cours, vise à obtenir des labels au rayonnement national, aux conséquences durables sur le territoire, aux plans économique, touristique et culturel.

- 9 Avant 2007 et la création du Pays les protections concernaient des inscriptions ou classement au titre des monuments historiques et des zones de protections environnementales dont le label Natura 2000.
- 10 Durant le début du XX<sup>e</sup> siècle et jusqu'en 2007, cinquante-huit protections au titre des monuments historiques avaient été accordées sur les communes du PETR, dont celles sur des plans et arènes liés à la Course Camarguaise. Entre 2008 et 2018, après la création de la mission patrimoine, onze nouvelles protections « monuments historiques » furent obtenues, dont celles de trois temples protestants et deux phares situés sur le Grau-du-Roi. Neuf labels « Architecture du XX<sup>e</sup> siècle » devenus « Architecture contemporaine remarquable » dont six portant sur des caves coopératives, sept labels « Fondation du Patrimoine », un label « Maison des Illustres » pour la maison natale du président de la République Gaston Doumergue à Aigues-Vives, (Gard), un classement « Musée de France » pour le musée Médard de Lunel et le label « Petite Cité de Caractère » pour la ville médiévale de Sommières (fig. 2) complétèrent le tableau. Enfin, la terre d'élevage des taureaux de Camargue<sup>12</sup> autour de la Tour Carbonière a obtenu le label « Site remarquable du goût » en 2011 (fig. 3, 4, 5).

Fig. 2



Sommières (Gard), le beffroi sur le pont romain un jour de fête  
P. Carlier © PETR Vidourle Camargue

Fig. 3



Saint-Laurent-d'Aigouze (Gard), la Tour Carbonière et le marais, terre d'élevage du taureau de Camargue

J. Benoît © PETR Vidourle Camargue

Fig. 4



Saint-Laurent-d'Aigouze (Gard), cornes et pique-bœufs sur le marais de la Carbonière, terre d'élevage du taureau de Camargue

J. Benoît © PETR Vidourle Camargue



## Quelques réflexions sur la « chasse aux labels »

### Des dysfonctionnements possibles

- 14 Le rapport Malvy<sup>14</sup> pointe certains dysfonctionnements concernant la valorisation touristique des territoires basée sur le patrimoine et l'absence de concertation entre services culturels et touristiques pour l'harmonisation des stratégies.
- 15 Des instructions indépendantes de protections ou de labels peuvent effectivement au fil du temps compromettre la conservation d'un bien culturel et sa valorisation touristique en complexifiant la situation à un point tel que toute opération devient très difficile à organiser. Le fort de Peccais, dans la baie d'Aigues-Mortes connaît aujourd'hui une situation de péril. Construit sous Henri IV (1572-1610) pour défendre l'accès des salins d'Aigues-Mortes, son architecture évolua jusqu'à la Révolution française. Il servit de place de sûreté aux huguenots au XVII<sup>e</sup> siècle comme de bastion lors de la seconde guerre mondiale.
- 16 Élément important de l'histoire industrielle régionale, inscrit au titre des monuments historiques, il continue à se dégrader, malgré des moyens financiers mobilisables pour le sauvegarder. Le fort est aujourd'hui situé dans le Grand Site d'Occitanie et sur une commune de 3 500 habitants qui entretient son chemin public d'accès long de dix kilomètres. Les travaux de restauration doivent être conduits sous le contrôle de la conservation régionale des monuments historiques de la Drac Occitanie. Le bâtiment est à la limite de deux régions. Ses abords immédiats, du point de vue patrimonial, relèvent des unités départementales de l'architecture et du patrimoine (UDAP)<sup>15</sup> du Gard et des Bouches-du-Rhône. Ces abords, du point de vue naturel, concernent également le Syndicat mixte de la Camargue Gardoise dépourvu de compétence administrative et de financements pour une restauration de monuments historiques. La Drac, la région, le département et le PETR (dans le cadre de ses fonds européens), sont de potentiels financeurs des travaux mais ne peuvent assurer la délégation de la maîtrise d'ouvrage qui incombe au propriétaire. Par ailleurs, leurs subventions sont conditionnées à l'engagement de ce propriétaire à hauteur de 20 % minimum du montant des travaux.
- 17 Or, les protections environnementales et culturelles du fort avaient conduit à son rachat par un propriétaire public, le conservatoire national du littoral. Mais il s'avère que celui-ci n'a pas vocation à financer ni à gérer administrativement des travaux de restauration sur des monuments historiques, ce qui n'avait pas été pointé lors de l'acquisition : situation complexe qui continue de bloquer aujourd'hui toute campagne de restauration (fig. 6).

Fig. 6



Saint-Laurent-d'Aigouze (Gard), le fort de Peccais  
P. Carlier © PETR Vidourle Camargue

- 18 Cet exemple illustre l'importance de la concertation avant toute opération de protection ou de labellisation. Il faut en amont envisager la future gestion du bien dans le cadre d'une valorisation touristique. Le gestionnaire public à qui il est confié doit être en capacité juridique de mener une restauration, comme c'est le cas pour le Centre des Monuments Nationaux par exemple, qui possède la Tour Carbonière sur la même commune. Il montre également l'importance qu'il y a, concernant le management culturel sur un territoire de projets, de maîtriser les fonctionnements publics administratifs pour pouvoir conseiller efficacement les acteurs politiques.

### Des labels, pour quoi faire ?

- 19 Sur le PETR, la palette des labels permet de distinguer les paysages, l'environnement, les produits de terroirs et les savoir-faire - aujourd'hui domaine patrimonial à part entière, notamment depuis la prise en compte du patrimoine culturel immatériel et des lieux de mémoire dans les potentiels d'une valorisation touristique. Ces patrimoines sont des pourvoyeurs de développement d'autant plus efficaces qu'ils sont animés par le maintien de pratiques dont certaines comme les jeux taurins servent de vitrine touristique, d'outil de cohésion sociale et de lien intergénérationnel. Pour sauvegarder ses patrimoines culturels, dès 2009, le Pays envisagea de candidater à un label « Pays d'Art et d'Histoire » mais le projet restait inaccessible faute d'inventaire suffisamment abouti et de diagnostic permettant d'établir un choix thématique.

- 20 Certes, la mission ethnologique de la Drac avait déjà conduit l'inscription au titre des monuments historiques de cinq plans taurins et arènes<sup>16</sup> et accompagné l'inscription de la course camarguaise sur la liste du patrimoine immatériel français<sup>17</sup>. Mais le patrimoine bâti remarquable restait peu lisible, les thématiques très diverses et les fiches dressées par l'Inventaire général (établies avant la création de la mission) ne couvraient que quelques monuments et sculptures. Les biens culturels non protégés subissaient tous la pression de l'expansion urbaine ; ils étaient détruits ou entourés de nouvelles constructions sans aucune réflexion fondée sur leur valeur patrimoniale.
- 21 Il fallait donc sensibiliser les nouveaux résidents et les pouvoirs publics à la réalité de ces patrimoines et à l'importance de les conserver pour les transmettre aux générations futures et pour conserver au territoire son attractivité résidentielle et sa qualité de vie. Dans cette optique, le label « Pays d'Art et d'Histoire » était particulièrement adapté, pour la notoriété patrimoniale qu'il apporte à un territoire. Pour atteindre cet objectif, il fallait initier une première phase d'identification des potentiels de valorisation : un recensement préalable de tous les types de patrimoines s'imposait. Il permettrait d'envisager de nouvelles protections « monument historique », des labels « patrimoine contemporain remarquable » ou des labels « Fondation du patrimoine » pour donner de la crédibilité à cette candidature. Cette première phase s'étala sur dix ans.
- 22 Grâce à un recensement très large, préalable à une phase d'inventaire plus approfondie et avec la participation citoyenne d'un réseau de correspondants-patrimoine<sup>18</sup> cadrés, il a été possible d'identifier, en deux ans et sur l'ensemble des communes, les éléments patrimoniaux les plus caractéristiques. Un réseau de « correspondants-patrimoine » désignés par les municipalités, au moins un par commune, choisi parmi les élus, ou membre de la société civile, pourvu qu'il connaisse bien le patrimoine local et les personnes ressources, a été constitué et encadré par la mission patrimoine<sup>19</sup>. Le rôle de ces correspondants fut d'aider, dans chaque commune, au recensement des patrimoines avec la chargée de mission. La mission tourisme s'appuie également sur un réseau d'« Ambassadeurs du patrimoine », principalement des hébergeurs, régulièrement formés à la connaissance des patrimoines valorisés dans le cadre de la stratégie et encadrés par la chargée de mission. Cette première enquête a permis d'établir un diagnostic à partir duquel des thématiques de valorisation ont été choisies : le patrimoine autour du taureau de Camargue, bâti et immatériel ; le patrimoine lié à l'eau, bâti et immatériel (fleuve, étangs et mer) ; le patrimoine archéologique protohistorique, médiéval et moderne, dont les sites fortifiés et figures en liens ; le patrimoine industriel, artisanal et de réseau, bâti, métiers et savoir-faire ; les patrimoines liés au terroir ; viticulture, gastronomie, pratiques agricoles, patrimoine rural bâti en lien ; le patrimoine protestant, bâti et mémoire ; le patrimoine républicain et les grandes figures.
- 23 Certaines relevaient de l'évidence, telles, le patrimoine viticole ou le patrimoine taurin. Mais seule cette phase de recensement a pu mettre en lumière d'autres sujets, bien que récurrents sur le territoire, comme la III<sup>e</sup> République ou le protestantisme<sup>20</sup>. Aujourd'hui, ces thématiques structurent la candidature en cours de rédaction au label « Pays d'Art et d'Histoire » (fig. 7).

Fig. 7



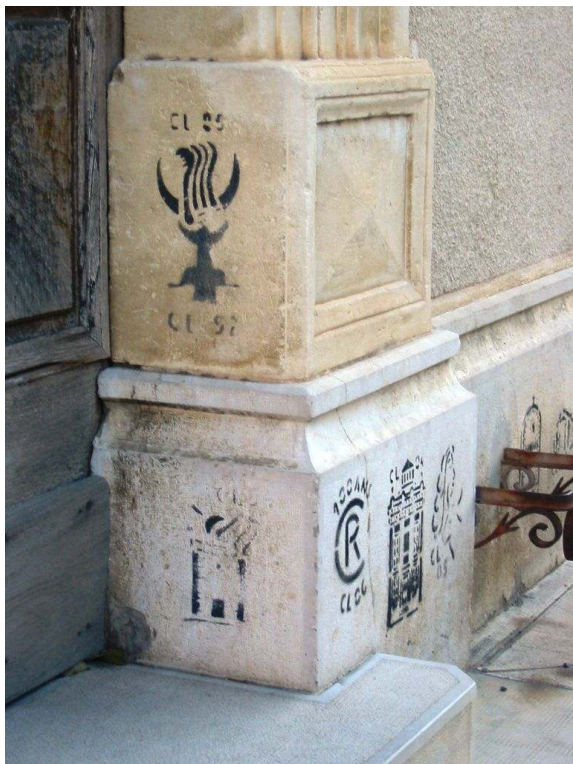
Junas (Gard), tour de l'horloge, Patrimoine républicain. Label « Fondation du Patrimoine »  
Y. Reboul © PETR Vidourle Camargue

- 24 La reconnaissance par la Drac de ces thématiques, que ce soit dans le cadre d'inscriptions au titre des monuments historiques ou de labels, garantissait leur patrimonialisation et leur prise en compte dans les cadres du développement touristique et des documents d'urbanisme<sup>21</sup>. Ainsi l'inscription en 2012 de quatre temples protestants, dont trois dans le périmètre du PETR, sur les 41 que compte le territoire a emporté l'adhésion des services touristiques. Ces derniers ont initié des parcours thématiques en Petite Camargue, reconnue depuis à l'échelle départementale<sup>22</sup> et aujourd'hui européenne pour son histoire protestante<sup>23</sup>. Cette reconnaissance a également permis l'engagement financier de l'État, de la région, du département et de l'Europe (grâce au programme LEADER<sup>24</sup>), car il fallait initier une dizaine de campagnes de restauration sur des édifices, protégés ou non, en vue de leur mise en conformité pour une ouverture au public. Durant les mêmes années l'Inventaire général menait d'importantes enquêtes sur le patrimoine du XX<sup>e</sup> siècle, sur le patrimoine industriel et sur les caves coopératives dont le PETR a bénéficié. Le but de cette première phase n'était pas d'établir les bases d'une stratégie visant à attirer un flux touristique supplémentaire mais d'orienter les flux existants sur de nouveaux produits, permettant d'étendre la saison touristique et de protéger en même temps le patrimoine culturel devenu source de développement économique. Il fallait requalifier l'attractivité et l'offre du territoire, plus connu pour ses plages que pour ses monuments.
- 25 L'attribution du label « Maison des Illustres » à la maison natale du président de la République Gaston Doumergue n'apportait pas directement de subventions. Cependant le label a permis de recevoir une aide financière importante de l'État (préfecture du Gard et

fonds structurels du Sénat), de la Région Occitanie, enfin du conseil départemental du Gard, pour la mise en sécurité du site, propriété de la commune. Ces subventions ont été attribuées grâce au label mais aussi grâce à l'inventaire des grandes figures locales qui avait mis en valeur la personnalité du Président Doumergue, figure républicaine et protestante<sup>25</sup>, croisant à elle seule deux thématiques de la candidature au label « Pays d'art et d'histoire ». Après l'obtention du label, la conservation des antiquités et objets d'art a procédé à l'inscription monument historique de cent cinquante objets mobiliers, après un inventaire complet, financé par la commune.

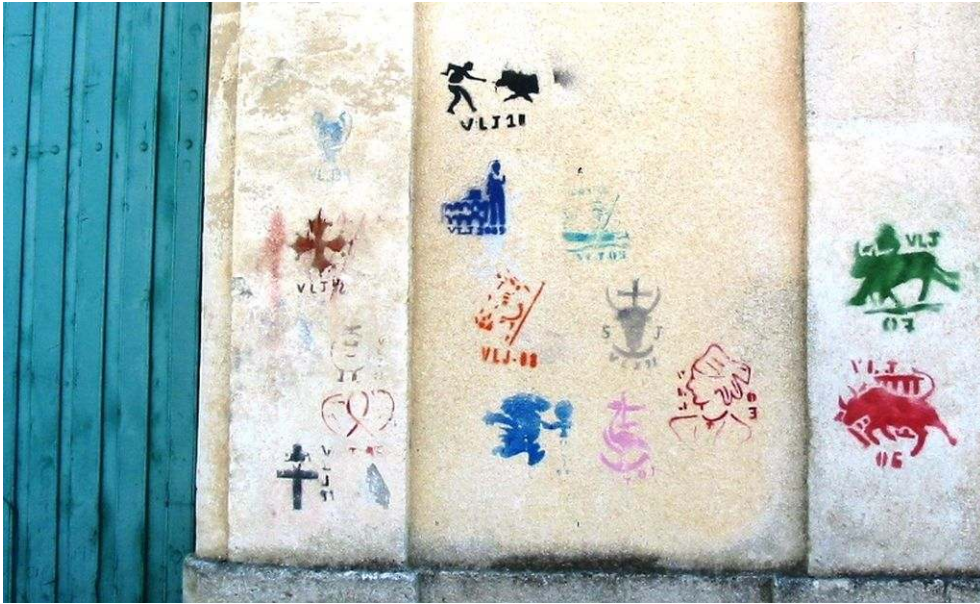
- 26 L'inventaire du patrimoine culturel immatériel<sup>26</sup> initié grâce à l'aide de la mission ethnologique de la Drac, a mis en lumière l'importance d'intégrer cette approche dans les projets de territoire. Les données collectées, normalisées selon un modèle du ministère de la Culture, ont intégré l'inventaire du PETR. En 2008 cette approche a permis au Pays d'asseoir sa candidature au programme européen LEADER dédiée à la terre taurine et à son patrimoine en exploitant toutes ses facettes, agricole, environnementale, économique, sociale et culturelle. Une subvention conséquente<sup>27</sup> a été accordée pour sa valorisation au travers de projets variés<sup>28</sup>. Ce volet de l'inventaire a permis de mettre en exergue d'autres traditions et pratiques locales, directement dans le développement. Ces pratiques sociales lors des fêtes votives au cours desquelles ont lieu les lâchers, ou la tradition annuelle des « empègues »<sup>29</sup>, ne perdurent que grâce à la mémoire locale, à la transmission de la pratique et au bon vouloir des municipalités. C'est l'exemple même de pratiques fragiles et menacées qui requièrent d'être documentées et médiatisées auprès des nouveaux habitants. (fig. 8 et 9).

Fig. 8



Aubais (Gard), centre ancien ; empègues proches d'une porte de maison  
P. Carlier © PETR Vidourle Camargue

Fig. 9



Beauvoisin (Gard), centre ancien ; empègues sur un mur de façade  
P. Carlier © PETR Vidourle Camargue

- 27 L'inventaire des pratiques d'élevage et des jeux taurins a mis en lumière les menaces dont celles-ci sont l'objet dans les centres anciens et les zones d'expansion urbaine. La pose de dispositifs de ralentissement, de bornes ou de signalétique sur les parcours traditionnels de lâchers notamment, alliée à l'expansion démographique ont conduit certains villages à supprimer ces lâchers. Ces pratiques<sup>30</sup> ont un grand besoin de reconnaissance et de protection malgré tout le lien social et l'économie touristique qu'elles génèrent. Leur inscription dans l'actuelle construction d'une nouvelle candidature au label « patrimoine mondial de l'Unesco »<sup>31</sup> élargie à l'ensemble des traditions sociales et agricoles camarguaises comprenant l'élevage des taureaux et chevaux de Camargue permettra peut-être d'intégrer les parcours à conserver dans les règlements d'urbanisme et ainsi permettre de maintenir ces pratiques, en empêchant la pose d'éléments parasites fixes sur de possibles parcours, potentiellement dangereux pour les animaux comme pour les hommes<sup>32</sup> (fig. 10 et 11).

Fig. 10



Congénies (Gard), jeux taurins sur le « plan », au début du XX<sup>e</sup> siècle  
Collection Jean François © PETR Vidourle Camargue

Fig. 11



Abrivado (lâcher traditionnel de taureaux) dans un village de Petite Camargue encadré par les gardians à cheval  
F. Barouch © PETR Vidourle Camargue

Fig. 12

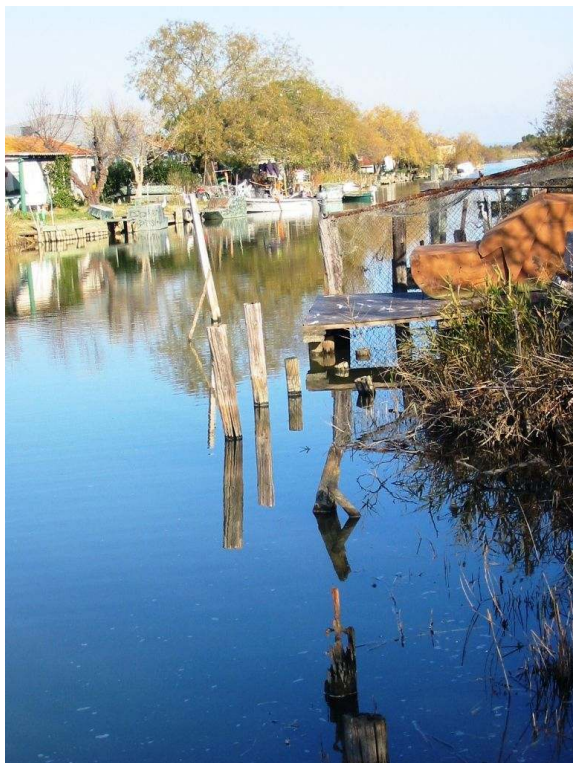


Aigues-Mortes (Gard), plan et théâtres (gradins) inscrits au titre des monuments historiques, vus depuis les remparts

P. Carlier © PETR Vidourle Camargue

- 28 La même approche scientifique des pratiques autour de la pêche a permis d'étayer le volet culturel d'une autre enveloppe européenne dédiée à sa valorisation culturelle, économique et touristique<sup>33</sup> dans la baie d'Aigues-Mortes, les étangs et le littoral. Des techniques ancestrales de pêche y sont encore pratiquées. Les cabanes de pêcheurs, habitat précaire, sont menacées de destruction par les réglementations urbaines. Les cabaniers qui les habitent encore sont dépositaires de pratiques ancestrales de pêche et de chasse ; ils ont développé des pratiques culinaires et un mode de vie spécifiques. Une étude conduite par le pôle ethnologique de la Drac a été publiée<sup>34</sup> qui a permis de sursoir, pour un temps, à leur disparition. Une active association de cabaniers s'emploie à attirer l'attention des pouvoirs publics sur ce fragile patrimoine des étangs (fig. 13 et fig. 14).

Fig. 13



Marsillargues (Gard), canal de Lunel ; cabanes de pêcheurs et de chasseurs au gibier d'eau qui occupent le même emplacement depuis le XV<sup>e</sup> siècle, transmis de génération en génération

P. Carlier © PETR Vidourle Camargue

Fig. 14



Lunel (Hérault), archives communales, II16 ; carte des Agaux, XVII<sup>e</sup> siècle, Roubine (canal) de Lunel. État nominatif, et dates depuis 1480 des concessions de pêche accordées au même endroit sur l'actuelle commune de Marsillargues (Hérault)

© Ville de Lunel

- 29 Enfin, le label « Site Remarquable du Goût », délivré conjointement par les quatre ministères du Tourisme, de la Culture, de l'Économie et de l'Agriculture, a été obtenu en 2011 pour des Appellations d'Origine Protégées concernant divers terroirs du département du Gard, dont deux situés sur le territoire du PETR<sup>35</sup>. La rédaction du volet culturel du dossier de candidature, confiée à la mission patrimoine, a intégré une approche anthropologique autant qu'historique qui a servi, alliée à des considérations touristiques et environnementales, à justifier le choix du marais de la Tour Carbonière, comme site de référence du label, au cœur de la Camargue gardoise. Ce lieu doté d'un monument remarquable est emblématique des pratiques sociales et d'élevages des taureaux de Camargue qui avaient été particulièrement étudiées dans le cadre de l'inventaire, tout comme les recettes locales. Ce fut l'un des facteurs important qui a conduit à l'accord des quatre ministères. Le site a été choisi pour accueillir le premier salon national des « Sites Remarquables du Goût » de France qui s'est déroulé le 28 octobre 2018. L'attractivité locale autour de ses produits de terroirs et de sa gastronomie revêtait immédiatement une dimension nationale (fig. 15).

Fig. 15



Affiche du 1<sup>er</sup> salon national des sites remarquables du goût organisé sur le Pays

© Association nationale des Sites remarquables du Goût

- 30 La première phase d'inventaire, de protection et de labellisation a permis d'établir une stratégie qui, depuis douze ans, a largement bénéficié de diverses subventions. Leur obtention n'était pas le premier objectif, bien davantage orienté sur une meilleure lisibilité des patrimoines afin de canaliser l'expansion urbaine qui gagnait toutes les communes, étouffait les entrées de villes et mitait les paysages. L'établissement d'une stratégie fondée sur des thématiques issues d'un travail approfondi de connaissance du territoire que les citoyens se sont appropriés a permis de guider les choix d'aménagement et les moyens à mettre en place. Une véritable politique de conservation et de valorisation du patrimoine, dans le cadre économique et touristique, est aujourd'hui installée. (fig. 16).

Fig. 16



État des protections et labellisations existantes sur les communautés de communes gardoises du Pays en 2014.

B. Doan, atelier Baie © PETR Vidourle Camargue

- 31 Les aides régionales, départementales et européennes ont facilité l'obtention de celles de l'État et permis de réhabiliter des patrimoines d'intérêt régional ou local qui peinaient à réunir les financements nécessaires, mais qui, une fois intégrés dans la stratégie du PETR - sérieusement étayée - ont emporté l'adhésion. L'argent aurait pu être affecté à d'autres projets du territoire dans d'autres domaines. C'est donc bien la volonté politique de sauvegarder le patrimoine comme axe de valorisation de ce territoire rural de projets et non pas une simple opération de valorisation politique au premier degré qui se jouait ici. Cette première phase de labellisation a permis d'initier, depuis 2015, une seconde étape avec l'instruction de candidatures à d'autres labels nationalement porteurs, ceux de « Pays d'Art et d'Histoire », de « Vignobles & Découvertes » et de « Site remarquable du goût », récemment obtenu. Cette phase a pour vocation la fabrique d'une nouvelle image résidentielle et touristique du territoire, construite sur les patrimoines et les paysages, seule en capacité de contrer éventuellement le rattachement à une future métropole englobant Nîmes et Montpellier qui menace cette petite enclave, large de trente kilomètres (fig. 17).

Fig. 17



Aigues-Mortes (Gard), Grand Site Occitanie, paysage, étangs et salins en baie d'Aigues-Mortes  
S. Baudouin © Syndicat Mixte de la Camargue gardoise

## Métiers du patrimoine et territoires

### Une nécessaire mutation

- 32 Nicolas Navarro<sup>36</sup> revendique l'importance d'une approche nouvelle du patrimoine sur les territoires pour légitimer la spécialité professionnelle des animateurs de l'architecture et du patrimoine en poste dans les Pays d'Art et d'Histoire. Leur cadre d'emploi n'est pas spécifique et il peut se modifier en fonction du territoire sur lequel il est affecté. Il décrit le « travail transversal » qu'ils font aujourd'hui avec les acteurs du territoire ; ils peuvent aussi bien monter des expositions que créer des ateliers pédagogiques, diriger des projets de territoire, mettre en place des politiques publiques culturelles, faire de la médiation, rédiger des documents d'urbanisme, faire de la conservation, de la recherche en archives, de l'inventaire et de la documentation ou animer les réseaux locaux. Il précise que le poste requiert une mission d'ingénierie de catégorie A dans la fonction publique territoriale. Il voit l'animateur de l'architecture et du patrimoine comme « un conservateur du patrimoine du territoire », au même titre qu'un conservateur de musée conserve et valorise ses collections d'objets. Il le voit également comme un acteur fondamental de la « chaîne patrimoine » sur son territoire.
- 33 La liste intégrale des actions décrites par Nicolas Navarro a été développée dans le cadre de la mission patrimoine du PETR depuis douze ans, y compris des actions pédagogiques mises en œuvre dans le premier centre d'interprétation réalisé à la cave coopérative de Calvisson, dont la mission patrimoine a assuré la direction de projet<sup>37</sup>. Il est axé sur 27 siècles d'histoire de la vigne locale et sur les gestes vignerons, et il est l'un des atouts du territoire dans sa candidature au label « Vignobles & Découvertes ».

- 34 Le rapport Malvy préconise des « formations pluri-techniques »<sup>38</sup> dans le cadre d'un rapprochement des services instructeurs pour les services publics chargés de la culture, de l'environnement et du tourisme, notamment pour comprendre et traiter les différentiels de gouvernances et de politiques sur les territoires où ils seraient amenés à apporter leur expertise. Il expose les enjeux des nouveaux métiers à créer pour la culture ou le tourisme et des formations à mener pour mieux coordonner les instructions et la promotion touristique. Le rapport souligne également l'importance de l'ingénierie à prévoir « en amont » pour élaborer un diagnostic et positionner stratégiquement les labellisations en vue d'initier de nouvelles offres touristiques établies sur la valorisation du patrimoine. Il insiste sur l'importance de former « des *managers* de territoire »<sup>39</sup>.
- 35 Ces remarques rejoignent le caractère « transversal » de la mission décrite par Nicolas Navarro mais il faut cependant ajouter deux tâches au niveau du PETR Vidourle Camargue : la recherche de financements aux projets et l'animation du mécénat.
- 36 C'est sur l'ensemble de ces nouvelles pratiques professionnelles que doit porter l'évolution des formations aux métiers du patrimoine pour s'adapter aux nouvelles fonctions sur les territoires, que doivent assumer les administrateurs de biens culturels, les « managers » ou chefs de projets, les animateurs culturels, les chargés de mission patrimoine, professionnels les plus exposés à la multiplicité des tâches exigées. L'insertion dans un processus d'ingénierie collective est courante, c'est notamment le cas pour l'instruction de dossiers de protections et de labels d'où l'importance de savoir gérer le travail en partenariats multiples et de maîtriser les méthodes de marketing territorial. Les gestionnaires de structures culturelles doivent souvent trouver les moyens financiers et les partenariats techniques nécessaires à leur propre fonctionnement ; les missions patrimoine sont confrontées à la recherche permanente de financements pour réhabiliter les nombreux biens culturels<sup>40</sup> à la demande des communes ; la gestion des dossiers nécessite de connaître aussi bien la comptabilité publique que les doctrines d'interventions des potentiels financeurs, dont l'Europe.
- 37 L'offre d'emplois dans les métiers du patrimoine sur les territoires de projets ou dans les collectivités territoriales est une réalité. Elle peut se traduire par des recrutements directs de contractuels en CDD ou en CDI sur des missions spécifiques, par la création de postes dépendant de la fonction publique territoriale pourvus par des fonctionnaires sur des missions pérennes comme c'est le cas sur la mission patrimoine du PETR Vidourle Camargue. Les territoires de projets peuvent aussi financer le détachement d'agents d'autres collectivités dans le cadre d'une contractualisation, par exemple pour une mission de l'Inventaire général avec les chercheurs de la Région, comme le décrit Éric Cron<sup>41</sup>. Ils peuvent enfin recourir à des cabinets de consultants spécialisés sur l'emploi culturel pour des missions ponctuelles de création de structure ou de conservation ou financer des prestations libérales, par exemple pour des missions de médiation ou de guides-conférenciers. Les territoires de projets<sup>42</sup> sont dotés de fonds dans le cadre des contrats de territoire existants, ils peuvent candidater aux différents programmes européens mis à leur disposition, c'est le cas de ce PETR qui gère trois enveloppes différentes<sup>43</sup> ; ils ont donc des moyens et peuvent se doter de missions autonomes calées sur les axes définis par leur projet de territoire.
- 38 Toutefois, les territoires de projets n'ont pas forcément une mission patrimoine et cette mission peut varier dans son fonctionnement au gré de l'évolution politique. La mission patrimoine du PETR Vidourle Camargue ne dépend sur le plan hiérarchique d'aucun service culturel ou de conservation. Il n'y a aucun cadre culturel référent. La chargée de

mission a elle-même organisé ses réseaux de manière pragmatique pour remplir sa mission et c'est ce qui est demandé encore aujourd'hui sur les territoires dans la plupart des missions patrimoine. L'agent est placé sous la tutelle de la direction administrative du PETR, et c'est sa gouvernance, donc les élus du territoire, qui détermine les objectifs, valide la stratégie et administre directement sa lettre de mission. Il faut donc en permanence s'adapter à tout type d'actions culturelles et acquérir des compétences extérieures à la filière culturelle proprement dite. Cet aspect transparaît dans l'explosion récente du nombre de masters professionnels aux métiers du patrimoine proposés par les universités, étudiée par Florence Abrioux et Philippe Tanchoux<sup>44</sup>. Ces masters tendent à donner aux étudiants qui ne sont pas forcément issus des filières culturelles un socle de connaissances généralistes commun consistant en l'enseignement de notions de droit public, de sciences politiques, de management, de marketing territorial et de gestion. Les auteurs regrettent que cet enseignement se fasse au détriment de ce qui devrait pourtant rester les matières principales enseignées, soit l'histoire et l'histoire de l'art. Éric Cron<sup>45</sup> le déplore aussi pour la pratique de la recherche dans les départements d'histoire. Les formations supérieures actuelles sont lacunaires quant aux connaissances culturelles en histoire et en histoire de l'art, à la pratique des outils fondamentaux de recherche et de connaissances générales des institutions culturelles qui restent indispensables pour conduire une mission patrimoine comme celle du PETR Vidourle Camargue.

- 39 Cependant pour que ces métiers et les formations nécessaires se mettent en place efficacement, il serait souhaitable d'abord d'en fixer les cadres d'exercice de manière durable dans une organisation visant à éviter les disparités de service au citoyen d'un territoire de projets à l'autre. La collectivité régionale semble la mieux adaptée pour mailler des missions à l'échelle de son territoire. L'exercice des missions patrimoine en Pays ou PETR n'est pas forcément le meilleur échelon surtout quand ceux-ci décident de changer de périmètre ce qui fut le cas de ce PETR. Cela oblige à abandonner des projets qui restent inachevés, ce qui a été le cas de l'inventaire de la communauté de communes sortie en 2015 du périmètre du PETR. Des expériences intéressantes ont été conduites avec des EPPC<sup>46</sup>, qui sont des structures culturelles pouvant accueillir tout programme d'actions de recherche, de valorisation ou de médiation qui permet d'initier des missions à long terme sur des projets de territoire pouvant recevoir des financements des collectivités, de l'État et des fonds européens. Les EPCC peuvent accueillir des emplois stables, scientifiquement et culturellement cadrés.

## De l'inventaire au label, la « chaîne patrimoine »

- 40 Dans son offre de recrutement de chargé de mission patrimoine, le Pays avait inscrit dès 2007 la conduite d'un inventaire du patrimoine « au sens large », à mener sur toutes ses communes dans le but d'établir une stratégie de développement visant à sa conservation. Le rapport Malvy, onze années plus tard, remarque la nécessité de mener ce type d'inventaire « au sens large »<sup>47</sup> et de se rapprocher des services régionaux de l'Inventaire général qui peuvent jouer un rôle fondamental dans l'établissement d'un corpus patrimonial solide sur lequel le projet de territoire peut s'appuyer.
- 41 M. Malvy part des institutions ministérielles pour aller vers le territoire. Dans le cas de la mission patrimoine du PETR, c'est la chargée de mission qui a fait la démarche d'aller chercher les partenaires nécessaires à la réalisation de la mission d'inventaire élargi souhaitée. Il était demandé de faire ressortir les éléments patrimoniaux récurrents d'une

commune à l'autre, tous patrimoines confondus, public ou privé, monumental, urbain, rural, archéologique, industriel, de réseau, naturel, y compris le patrimoine culturel immatériel selon la définition donnée par l'Unesco. Ceci devait permettre de déterminer l'identité culturelle territoriale profonde, garante de l'authenticité de la stratégie de valorisation proposée. Ces thématiques<sup>48</sup> ont été validées en 2009 par le Pays pour servir de base à l'établissement de la stratégie visant à l'obtention de divers labels et financements. Ce fut donc une application directe du principe de la « chaîne-patrimoine », dont l'inventaire fut le premier maillon.

- 42 Le rôle capital de l'Inventaire général est montré ici. Que son organisation, dans ses différentes phases de réalisation, soit en cohérence avec les impératifs de ses partenaires est primordiale. Pour être opérationnel, ses délais doivent permettre l'établissement des stratégies de conservation et de valorisation touristique en tenant compte des échéances locales qui conditionnent l'ensemble des aides nécessaires aux campagnes de travaux. Les recherches approfondissant la connaissance sur les thématiques dégagées ont servi de base d'instruction aux volets culturels de différents labels. Cette phase vient dans un second temps après validation des thématiques de développement qui sont axées sur un premier recensement de base élargi à l'ensemble des patrimoines. Par exemple l'enquête conduite par l'Inventaire général sur les caves coopératives est actuellement utilisée pour les candidatures au label « Vignobles & Découvertes » et « Pays d'Art et d'Histoire ».
- 43 C'est sur la réalisation de premiers recensements élargis, dont les territoires souhaitant valoriser leur patrimoine ont tous besoin, que l'Inventaire général pourrait proposer un service supplémentaire à ceux qu'il propose déjà, tel qu'Éric Cron le définit<sup>49</sup> quand il dit transformer son service en véritable outil de développement pour les territoires. Rien n'interdit des collaborations entre différents services. La mission patrimoine a rassemblé elle-même entre 2007 et 2009 tous les volets de ce premier recensement d'éléments à partir de travaux de l'Inventaire général comme de travaux de la mission ethnologique ou d'autres services de la Drac.
- 44 L'arrivée des anthropologues et ethnologues européens, nouveaux acteurs de la valorisation du patrimoine culturel immatériel sur les territoires<sup>50</sup>, a redimensionné la problématique de l'inventaire territorial dans les territoires. Pour valoriser, il faut d'abord identifier. Comment identifier l'intangible ? L'anthropologue ne considère pas le bâti ou l'objet au rang premier mais second. L'élément matériel est la conséquence d'une action humaine et l'anthropologue considère son caractère évolutif. L'implication des habitants a été précieuse pour aller au contact des personnes ressources, qui ont permis de collecter les premières enquêtes orales sur ce patrimoine, scientifiquement encadrées par des anthropologues et des ethnologues européens. Cette approche a développé de nouveaux outils de description, la base documentaire de l'Inventaire général étant aujourd'hui uniquement adaptée à la description du patrimoine immobilier et mobilier. Ces outils<sup>51</sup> sont développés dans le cadre de l'instruction nationale des fiches sur le patrimoine culturel immatériel français mais ils ont été adaptés à l'échelon local, notamment sur le patrimoine taurin grâce à l'apport scientifique et technique de la mission ethnologique de la Drac. Les chercheurs travaillant à l'Inventaire général, les anthropologues et ethnologues européens sont aujourd'hui appelés à se rencontrer sur les territoires de projets comme le montre l'exemple du label « site remarquable du Goût » par exemple. Mais seule la mission patrimoine du territoire a été fédératrice de cette réunion des savoirs. Il n'existe pas de structures régionales rendant ce service aux citoyens ou aux collectivités qui le souhaitent.

- 45 L'expérience conduite dans le cadre de cette mission de Pays a donc permis d'identifier de nouveaux paradigmes dans la conception de l'objet-patrimoine lui-même sur les territoires. Répondre aux nouvelles exigences dans le cadre de la recherche et de la valorisation concernant les patrimoines culturels, adapter les procédures de l'Inventaire général au rythme du développement local, ajouter la dimension immatérielle par la création de nouveaux outils descriptifs, élargir les champs de recensement, pour répondre à la commande, voici un modeste témoignage de la réponse pragmatique apportée par un petit territoire confronté à des questionnements auxquels aucune institution culturelle ne pouvait répondre efficacement dans la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle.

---

## NOTES

1. - Le Pôle d'Équilibre Territorial Rural a été créé par la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 qui lui a donné une assise juridique.
2. - L'appellation « territoire de projets » s'applique aux territoires non intégrés dans une seule communauté de communes ou d'agglomération et qui regroupent plusieurs communautés autour d'un projet de territoire. En 2018, 262 territoires de projets couvrent 70% du territoire métropolitain et concernent 45% de la population française. Voir le *Panorama 2018 des pôles territoriaux et Pays*, fait par l'Association Nationale des Pôles Territoriaux et Pays.
3. - Ce changement de périmètre est visible en comparant les cartes de la fig. 1 et de la fig. 14.
4. - MALVY, Martin. *54 suggestions pour améliorer la fréquentation touristique de la France à partir de nos Patrimoines*, rapport commandé par le ministère des Affaires étrangères, remis à M. Jean-Marc Ayrault, 2017.
5. - Objectifs envisagés par ailleurs comme une évolution souhaitable pour les services régionaux de l'Inventaire général par Éric Cron, chef du service du Patrimoine et de l'Inventaire de la région Nouvelle-Aquitaine, site de Bordeaux, notamment afin d'assurer les futurs emplois des chercheurs. Cf. CRON, Éric. « L'inventaire général du patrimoine culturel et la mise en œuvre de politiques régionales de valorisation du patrimoine : l'effet décentralisation », *l'Observatoire*, n° 45, hiver 2014-2015-dossier, p. 21-26 ; CRON, Éric. « L'Inventaire Général en Aquitaine. Entre enjeux scientifiques et politiques de Valorisation », *Culture et recherche*, n° 133, été 2016, p. 42-46.
6. - MALVY, *op.cit.* note 4.
7. - La « chaîne-patrimoine » qualifie le processus de patrimonialisation d'un objet. Inventaire, connaissance, protection/ conservation, médiation. Pour plus de détails, cf. CRON, 2015. *Op.cit.* note 5, p. 43 ; NAVARRO, Nicolas. « Les animateurs de l'architecture et du patrimoine au sein du label « Ville et pays d'art et d'histoire » : construire une légitimité face aux acteurs des politiques publiques locales du patrimoine », *In Situ*, 30 | 2016, p. 7-25.
8. - La plupart des villages avaient doublé voire triplé leur population entre 1980 et 2015. Les communautés de communes gardoises sont passées de 49 000 à 95 000 habitants durant cette période. Le Pays de Lunel, représente aujourd'hui à lui seul 50 000 habitants dont 25 000 pour la ville de Lunel. La population totale du Pays est de 144 000 habitants en 2017. L'augmentation de population s'est stabilisée depuis 2015.

9. - Les partenariats universitaires concernent soit l'obtention de stagiaires de master I ou II affectés à différents projets de valorisation des patrimoines, soit la participation d'enseignants-chercheurs ou de laboratoires à l'élaboration ou l'encadrement de projets, soit la participation d'enseignants et de leurs étudiants à une action pérenne de valorisation pouvant servir d'expérimentation dans le cadre des masters professionnels. À l'université de Montpellier III, des partenariats ont été principalement passés avec les départements d'histoire, d'histoire de l'art et de géographie et avec des archéologues rattachés à différents laboratoires de recherches. À l'université d'Aix-Marseille I, les partenariats ont été établis avec des laboratoires d'archéologie et d'ethnologie européenne, sis à la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône).

10. - MALVY, *op. cit.* note 4, p. 102.

11. - Éric Cron, fait le même constat dans son article en 2015 en se basant sur l'expérience conduite par différents territoires sur le même type de mission d'inventaire appliquée au développement, et qu'il préconise d'implanter dans toutes les nouvelles régions après la fusion. *Op.cit.* note 5, p. 25-26.

12. - Une Appellation d'Origine Protégée (AOP) existe aussi sur la viande de taureau de Camargue.

13. - Première étape nécessaire pour prétendre à une inscription au patrimoine immatériel de l'Unesco.

14. - MALVY, *op.cit.* note 4, p. 102 et suiv.

15. - Service dépendant de la Drac. Connu anciennement sous le nom d'Agence des Bâtiments de France.

16. - Plan et théâtres d'Aigues-Mortes et d'Aubais, les arènes et le toril de Saint-Laurent-d'Aigouze, Le Cailar et Marsillargues entre 1993 et 2003.

17. - L'Unesco n'a depuis pas retenu ce dossier.

18. - L'une des recommandations pour la gestion des patrimoines européens à l'horizon 2020 est d'impliquer les populations locales à la gestion et à la valorisation de leurs patrimoines. Cf. BRANDT-GRAU, Astrid. « Pour une approche intégrée du patrimoine culturel européen », *Culture et recherche*, n° 133, p. 15-16.

19. - Ils sont renouvelés tous les six ans, à chaque mandature.

20. - Concernant le patrimoine protestant du PETR, cf. : CARLIER Patricia. « De la Vaunage à la Petite Camargue, un patrimoine protestant majeur », *Patrimoines du Sud*, n° 5, 2017. p. 74-96.

21. - Plan local d'urbanisme.

22. - Le Gard a initié la valorisation patrimoniale et touristique de trois thématiques sur l'ensemble du département : Les chemins « de la romanité », « des abbayes » et « des huguenots ».

23. - Le chemin européen « Sur les pas des Huguenots » allant de la mer Baltique à la Méditerranée, vient en 2018 d'être prolongé entre les Cévennes et Aigues-Mortes.

24. - LEADER (Liaison Entre les Actions de Développement de l'Économie Rurale) est un programme européen destiné à soutenir des projets « pilotes » en zones rurales.

25. - Le Président Gaston Doumergue assura l'un des mandats les plus longs de la III<sup>e</sup> République, en tant que ministre plusieurs fois, président du Conseil, président du Sénat et président de la République. Il était protestant de souche et le premier et seul président de la République française de cette confession jusqu'à aujourd'hui.

26. - L'inventaire fut établi sur les bases de la convention de 2003 dont la France fut signataire. Elle détermine cinq catégories de patrimoines culturels immatériels : les métiers et savoir-faire, les arts du spectacle, les langues et l'oralité, les pratiques sociales, dont les rites, les jeux et l'art culinaire, les pratiques liées à la terre et l'univers, dont la pêche et la chasse.

27. - 1 400 000 euros.

28. - Notamment la réalisation d'une étude et d'un film sur un cycle annuel de pratiques et de jeux sur les communes du territoire, la sauvegarde et la numérisation d'un fonds privé d'archives

sur les traditions taurines, la réalisation d'ouvrages, de documents pédagogiques et de *flyers* expliquant les pratiques d'élevage, les jeux, les patrimoines bâtis en lien.

29. - Les empègues sont des marques peintes personnalisées au village et à l'année, apposées au pochoir par la jeunesse locale venue donner l'aubade aux habitants et apporter des friandises contre une obole. Elles sont destinées à repérer d'une année sur l'autre les maisons généreuses. Originellement pratiquée par les conscrits, c'est la cohorte atteignant 18 ans qui empègue, d'où la mention VLJ « vive la jeunesse », visible dans les villages. Un entretien filmé avec le conservateur des empègues d'Aubais a été réalisé par le studio de la Huppe pour le Pays Vidourle Camargue en 2011 dans le cadre de la commande d'une enquête ethnologique conduite par Amélie Galaud, avec le conseil scientifique de la mission ethnologique de la Drac Occitanie.

30. - JACQUELIN, Christian ; SAUMADE, Frédéric. « La protection des arènes et lieux de Bouvino en Languedoc », *Terrain*, n° 20, mars 1993, p. 1-7.

31. - Cette candidature est lancée avec le soutien de la Drac Occitanie et l'expertise de son chargé de mission ethnologique. Elle est également soutenue par la Drac PACA. Requalifiée sur le fonds, elle s'inscrit dans la catégorie des pratiques sociales et agricoles. L'Unesco a inscrit la fauconnerie, pratique de chasse qui utilise par définition l'animal. Joueurs par nature, les taureaux de Camargue qui restent sauvages et libres dans les prés ont donné naissance à des pratiques agricoles et à des jeux sans maltraitances avec les chevaux et les hommes depuis des siècles, comme l'attestent les archives locales. Ils sont particulièrement entretenus et soignés dans des élevages qui les maintiennent à l'état sauvage, ce qui demande beaucoup d'espace. Le paysage est fortement transformé par cet élevage. Ce sont ces aspects qui fondent la candidature et si elle n'est pas gagnée, les acteurs locaux ont souhaité la tenter, avec l'aide des ministères concernés.

32. - La course camarguaise, inscrite au patrimoine culturel immatériel français, est censée se dérouler principalement dans des arènes. Même si les lâchers en ville sont encadrés actuellement par la Fédération Française de Course Camarguaise et mis en sécurité par la pose de barrière de protection pour le public, aucune législation actuelle ne contraint les communes à maintenir dans un état compatible avec les lâchers les rues dans lesquelles ils se déroulent.

33. - pour 800 000 euros, provenant du fonds FEAMP, qui est le fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche.

34. - OCCITANIE, Drac. *Du négafol à la barraca, le patrimoine maritime en Languedoc-Roussillon*. Collection DUO, 2011. Réd. : Christian Jacquelin ; Hélène Palouzié.

35. - Le Label porte sur l'oignon doux des Cévennes, la truffe d'Uzès, l'huile d'olive de Nîmes et la viande de taureau de Camargue.

36. - NAVARRO, *op. cit.* note 7.

37. - Ce site, l'œnopole de Calvisson Vinopanorama, a été inauguré en 2014. Le projet a été réalisé grâce à un important partenariat avec les universités et les services de recherche. Il a été financé à 50% par les fonds européens.

38. - MALVY, *op. cit.* note 4, suggestion 23, formations aux nouveaux métiers, p.114.

39. - MALVY, *op.cit.* note 4, suggestion 24, p. 114.

40. - À titre indicatif la mission patrimoine du PETR Vidourle Camargue a géré entre 2008 et 2016, 82 dossiers de conservation de biens culturels, de création de structures, d'expositions ou d'animations (53 terminés), pour un montant de 5 571 258 euros, dont 67,77% d'apports de subventions ou de mécénat extérieurs au territoire. Cf. RIEU, S. *Diagnostic de performance* Mémoire de LIH AES/Administration publique/Sciences politiques. Université Montpellier I.

41. - Cf. note 5.

42. - Cf. note 1.

43. - Les trois enveloppes LEADER, FEAMP et ATI représentent un montant de 4 100 000 euros.

44. - ABRIOUX, Florence ; TANCHOUX, Philippe. « La professionnalisation des acteurs du patrimoine vue au travers de l'évolution de l'offre de formation universitaire », *In Situ*, 30 | 2016.

45. - CRON, 2016. *Op.cit.* note 5, p. 43.

46. - Créé par la loi du 4 janvier 2002 modifiée par la loi du 22 juin 2006 puis du 8 août 2016, l'EPCC est un outil juridique destiné à offrir au secteur artistique et culturel des outils adaptés à un contexte qui s'est profondément modifié, notamment avec la décentralisation. L'EPCC institutionnalise la coopération entre les différentes collectivités publiques - sans qu'aucune ne puisse se la voir imposer - et dote d'un statut opérationnel les grandes institutions culturelles d'intérêt à la fois local et national. Il permet l'organisation d'un partenariat équilibré entre des collectivités territoriales et l'État ou entre des collectivités territoriales seules. L'une des expériences françaises intéressantes est l'ethnopôle *La fabrique de Patrimoines en Normandie*, à Caen (Calvados) qui regroupe missions de recherches et fonctions de management culturel et touristique autour du patrimoine ethnologique.

47. - MALVY, *op.cit.* note 4. Suggestion 20, p. 112, sur le rôle fondamental de l'inventaire et du recensement « au sens large ».

48. - Cf. plus haut, § 22.

49. - CRON, 2016. *Op.cit.* note 5, p. 43 et suiv.

50. - Objet du récent colloque *À quoi sert le patrimoine immatériel ?* organisé par la Fabrique de patrimoines en Normandie, à Granville (Calvados) du 1<sup>er</sup> au 3 février 2018. CARLIER, Patricia. *Le Patrimoine Culturel Immatériel, une nouvelle ressource économique, touristique et sociale pour les territoires ? Étude de cas concrets sur un Pays*. Actes du colloque à paraître.

51. - Enquêtes orales, entretiens filmés, témoignages oraux transcrits. Par exemple, le témoignage de Philippe Coste dans le cadre de l'enquête sur la mémoire protestante locale, réalisée en partenariat scientifique avec L'IDEMEC, UMR 7307, CNRS, M.M.S.H. Aix-Marseille Université.

## RÉSUMÉS

Des labellisations culturelles en deux phases sont menées sur Le pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) Vidourle Camargue dans le Gard, territoire de projets à forte expansion démographique, dans le cadre d'une stratégie de conservation et de valorisation de ses patrimoines culturels y compris le patrimoine culturel immatériel. La première, visait l'obtention de protections au titre des monuments historiques et des labels de proximité, pour leur identification et leur lisibilité par la population, dans le souci du « vivre-ensemble » et du maintien de la qualité de vie. La seconde, construite grâce aux acquis de la première, les valorise pour requalifier durablement l'image touristique du territoire. Dès 2007, de nouveaux outils et de nouvelles pratiques de travail ont été initiées dans le cadre administratif d'une mission dédiée afin de répondre à la commande des élus ouvrant ainsi le questionnement sur les nouveaux métiers du patrimoine.

Two-phase cultural labelling is underway in an area of the Gard coastline (PETR Vidourle Camargue) which is currently undergoing intense demographic expansion, as part of a conservation and promotion strategy for cultural heritage (including intangible cultural heritage). The first aims to provide enhanced community identification and readability of cultural heritage, in order to promote greater "community spirit" and to preserve quality of life. The second, built upon the first, seeks to give value to cultural heritage, in order to sustainably redefine the territory's image as a holiday destination. In 2007, new tools and work practices

were implemented as part of a dedicated mission, commissioned to question new heritage professions.

## INDEX

**Index géographique :** Gard

**Mots-clés :** label patrimonial, métier du patrimoine

**Keywords :** patrimonial label, heritage profession

## AUTEUR

**PATRICIA CARLIER**

Docteur en archéologie médiévale, membre de l'Institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative, IDEMEC, UMR 7307, CNRS, M.M.S.H. Aix-Marseille Université, Chargée de mission patrimoine au PETR Vidourle Camargue